

Nous reproduisons ci-dessous une résolution de notre Fédération de Paris, (qui a été publiée dans le premier numéro du « Bulletin Intérieur » de la « Fraction Communistes de Gauche ». Les idées essentielles que contient cette résolution nous paraissent pouvoir, encore maintenant, contribuer à la construction de la Fraction de Gauche du P. C. F. et à transformer la dernière crise de la Ligue Communiste en un pas sérieux dans cette direction.

* * *

Nous croyons d'abord devoir détruire une légende qui concerne notre fraction. Il paraîtrait que nous serions opposés à concevoir une possibilité de travail commun avec des organismes qui n'acceptent pas les positions politiques que nous défendons.

S'il en est qui pensent pareille chose, ils se trompent lourdement. Ce que nous voulons en réalité, c'est que les groupes politiques de gauche **se donnent des positions principielles** ou que, tout au moins, ils veuillent déclarer qu'il y a nécessité à élaborer des documents fondamentaux.

C'est seulement après pareil travail qu'il nous paraît être possible de confronter les points de vue divergents, d'où seulement peut résulter la possibilité de contracter des liaisons définitives.

L'unification s'est donc faite en France en dehors de la Ligue Communiste. S'il fallait établir les raisons pour lesquelles la Ligue est restée étrangère à l'unification, pourrait-on se borner à dire qu'elles dépendent uniquement des manœuvres effectuées par cette organisation? En outre serait-il possible de rattacher les diverses scissions qui se sont produites au sein de la Ligue Communiste, (et qui, aujourd'hui, ont trouvé leur conclusion dans l'unification des forces dissidentes de la Ligue), à des manœuvres politiques? **Une telle explication nous paraît en contradiction avec les enseignements élémentaires du marxisme.** Par contre, l'expérience prouve que toutes les manœuvres qui ont vu le jour dans la Ligue, ont résulté de l'incapacité de cet organisme à donner une solution communiste de principe aux problèmes de la lutte de classe du prolétariat français. Il reste donc à déterminer s'il est possible et nécessaire de lutter contre les manœuvres, **prises en elles-mêmes**, comme s'il s'agissait d'entités politiques particulières, ou bien s'il faut s'attacher à la source même du mal qui fut la cause des crises de l'opposition.

An point de vue politique, quelles sont les bases politiques de l'Opposition unifiée? Au cours des débats précédant l'unification, il a été possible de constater qu'une proposition fut donnée de prendre les 13 points élaborés par l'opposition de gauche internationale (léninistes-bolchéviks) et d'accepter ceux-ci comme base politique de l'opposition unifiée. Il paraîtrait que cette proposition émana des camarades disant vouloir lutter contre les manœuvres de la Ligue, et qui, à leur tour, faisaient ainsi une manœuvre pour embarrasser la direction de la Ligue. Mais passons sur ce point, et essayons de retirer, de cette proposition d'adoption des 13 points comme base, la signification politique indispensable. La diarrhée de scissions au sein de la Ligue, les débats pour l'unification elle-même, tout cela devait donc aboutir à **l'existence de deux organisations se revendiquant l'une et l'autre du même document de base.** Ainsi, le dernier document présenté par la Gauche communiste n'offre pas non plus de divergences sérieuses avec les positions politiques de l'Opposition de Gauche et de sa section française.

Nous croyons devoir laisser à d'autres, à ceux qui ne feraient pas preuve d'un esprit de responsabilité communiste, le soin de se dire et de dire aux ouvriers, que trois ans d'existence de la Ligue ainsi que le fait de l'existence de deux organisations séparées, ne dépend que de l'existence d'une force démoniaque dont le camarade Trotzky ne parvient pas à se débarrasser, en l'espèce le camarade Molinier, lequel, certes, n'a pas l'envergure d'un Méphistophélès et qui, bien au contraire, ne sait manipuler que des jouets d'enfant que l'on prend pour des armes à feu.

Pour nous, il est clair que les difficultés actuelles ne pourront être surmontées qu'à une seule condition. **Il faut que l'Opposition s'attèle à la tâche ardue et diffi-**

cile qui consiste à se relier aux traditions révolutionnaires en France et à reprendre l'héroïque héritage des Communards de 1871. En particulier, il faudra considérer que la scission avec les opportunistes à Tours, ainsi que la proclamation de la formation de la section française de l'I. C. n'ont pas signifié une solution définitive au problème de la construction d'un véritable parti communiste.

La trahison de 1914 ne vit pas en France la création d'un parti marxiste comme ce fut le cas en Allemagne et en Italie. Le processus de formation d'un parti communiste ne suivit pas non plus son cours normal: une fraction se développant en nouveau parti, comme ce fut le cas en Russie et en Italie. Le comité pour la Troisième Internationale de Souvarine-Loriot-Rosmer fut totalement submergé par la majorité amorphe de l'ancien parti socialiste et, même en restant à la direction du nouveau parti communiste constitué, il ne pouvait pas, sans aide très sérieuse, (qui ne vint pas de la part de l'I. C.), former les cadres réels pour la victoire du prolétariat. En 1923, la lutte contre le « trotskisme » et ses résultats en France: l'élimination des fondateurs du Parti, devait enlever toute possibilité de faire du parti l'organisation d'avant-garde de la classe ouvrière sans pour cela avoir recours à la constitution d'une fraction de gauche. Toutes les grandes expériences de classe de l'après-guerre en France demandaient à être analysées et traduites dans des documents politiques par l'opposition, réaction marxiste au centrisme de l'I. C. Ainsi seulement aurait été constitué l'organisme historique appelé à solutionner les problèmes de la crise communiste et à conduire, demain, les luttes du prolétariat français.

L'opposition débute en France par des cercles de littérature politique; antérieurement, les syndicalistes révolutionnaires qui, à la fondation du parti, s'orientaient vers le communisme et avaient adhéré à celui-ci, s'en séparèrent pour évoluer, à nouveau, vers une nouvelle forme de syndicalisme.

L'exil du camarade Trotsky devait représenter une occasion favorable au regroupement des forces de l'opposition. A cette époque, l'erreur principale consista, en France, dans une élimination complète du travail d'analyse politique indiqué ci-dessus, et, par la proclamation stérile de l'inutilité de pareil travail, l'adhésion aux quatre premiers Congrès de l'I. C. étant considérée comme suffisante.

Et ainsi, à la marche des événements, la Ligue Communiste, résultant d'une conglomération de groupes oppositionnels de gauche, ne put opposer que les premiers congrès de l'I. C., où il était impossible de trouver la solution aux problèmes spécifiques de la lutte du prolétariat français. Au surplus, les quatre premiers congrès n'ont pas donné de solution définitive au problème de la bataille pour le triomphe du communisme. En outre, une de ses résolutions tactiques devait être suivie par la défaite allemande de 1923. Un tel programme politique devait enfin engendrer les crises connues par la Ligue et aboutir aux expressions politiques les plus contradictoires.

Pendant la conférence d'unification, qui peut signifier un pas positif pour la construction de l'organisme communiste indispensable, deux méthodes se sont affrontées. Celle qui devait prévaloir consistait à mettre délibérément de côté toutes les expériences du prolétariat français, à élaborer un manifeste, courir vers l'élaboration d'une résolution de constitution, qui ne fait que répéter des notions politiques déjà établies sur le mouvement communiste international et qui est **muette sur les luttes du prolétariat en France, son passé, son avenir.** L'autre méthode, qui fut rejetée et était préconisée par notre fraction, consistait à ne pas jeter d'exclusive contre n'importe quel groupe oppositionnel, à considérer chacun d'eux comme un courant reflétant des opinions du prolétariat français, et comme des réactions prolétariennes au centrisme. Nous proposons d'appeler tous ces groupes à une confrontation politique dans le but d'établir une plate-forme reposant sur les bases de l'I. C.: **le Deuxième Congrès.**

Certes, notre méthode de travail aurait été plus longue et plus laborieuse, mais les résultats auraient été positifs et le prolétariat français aurait eu son organisation de classe. Nous constatons, à notre grand regret, que l'unification s'est